

DÉCLIcs

ET DES CLAQUES # N°20
MARS 2015

**QUE FAIT-ON
POUSSER SUR
DU BETON ?**

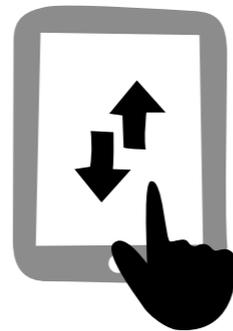
L'agriculture est menacée,
notre alimentation aussi !



OXFAM

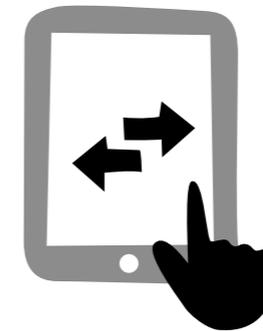
Magasins du monde

COMMENT NAVIGUER DANS LE DÉCLICS NUMÉRIQUE ?



NAVIGUER DANS LES ARTICLES

Faites défiler le contenu vers le haut ou le bas pour lire les pages d'un même article.



NAVIGUER ENTRE LES ARTICLES

Faites défiler le contenu vers la gauche ou la droite pour afficher un autre article.

Vous avez accès à du contenu additionnel ou à des fonctions spécifiques lorsque ces icônes sont affichées



SOMMAIRE

Revenir au sommaire



PLUS

Contenu lisible en pop-up



PARTAGE

Via les réseaux sociaux



VIDEO

Lire le contenu vidéo



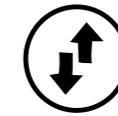
TAPER

Lire du contenu interactif



AGRANDIR

Agrandir une image



SCROLL

Faire défiler le contenu



LIEN

Accéder à du contenu sur internet





DOSSIER

ACCÈS À LA TERRE

La terre, une ressource limitée



PARTENAIRE

UAWC | PALESTINE

Une graine d'espoir
en terre occupée



REGARDS CROISÉS | INDE - BELGIQUE

COMMENT S'ORGANISE LA RÉSISTANCE POUR L'ACCÈS À LA TERRE ?



C'EST POSSIBLE

TERRE-EN-VUE

Agir ensemble pour un meilleur
accès à la terre



BRÈVES



DÉCALÉ



ZOOM

- MULTINATIONAL
Etats DÉFICITAIRES et
sans vergogne sui
...souvent mêm

EDITO

PAYSANS EN QUÊTE DE TERRE !

Roland d'Hoop

Dans la grande majorité des pays, l'accès à la terre est une question centrale. Elle fait l'objet de débats, de réformes, de procès, de manifestations... Certains sont même prêts à mourir pour défendre le droit à la terre ! Selon un rapport récent de la FIDH*, ceux qui défendent ce droit sont « souvent confrontés à de véritables «prédateurs économiques» avides d'un développement débridé » et sont victimes « d'une violence à la hauteur des montants pharaoniques en jeu ».

Ce problème d'accès à la terre, si visible dans des pays comme le Brésil, le Mexique ou l'Afrique du Sud, semble invisible chez nous. Pourtant, en Belgique, de moins en moins de terre est disponible pour l'agriculture. Chaque année, en Wallonie, l'équivalent de 3000 terrains de football sont convertis en

terrains à bâtir, ce qui fait de la Belgique un des pays les plus « bétonnés ». Ainsi, en 30 ans, la Belgique a perdu 63 % de ses fermes, principalement celles de moins de 5 hectares.

La terre est-elle un bien comme un autre, que l'on peut acheter pour en faire ce que

bon nous semble ? Ou au contraire est-elle un « bien commun » dont l'utilisation doit être réfléchi de manière démocratique pour garantir le droit de chacun à disposer d'une alimentation saine et durable ?

Il est grand temps de remettre ces questions sur la table. Avec « Terre en vue », FIAN (FoodFirst Information and Action Network), et bien d'autres organisations belges, Oxfam-Magasins du monde veut proposer des solutions constructives et équitables pour un meilleur accès à la terre. Cela nous concerne tous et chacun peut agir à son niveau !

* www.fidh.org/La-Federation-internationale-des-ligues-des-droits-de-l-homme/defenseurs/rapports-annuels-de-l-observatoire/16534-nous-n-avons-pas-peur





Vous aimez le magazine Déclics ? Likez ou partagez sur Facebook !



DÉCLICS



DÉCLICS ET DES CLAQUES

N° 20 - MARS 2015

Magazine d'Oxfam-
Magasins du monde
Paraît 3 fois par an

CONTACT

redaction@mdmoxfam.be
www.omdm.be/declics

RÉDACTION

Rédacteur en chef
Roland d'Hoop

Textes

Olivier Bailly,
Roland d'Hoop,
Corentin Dayez,
Patrick Veillard
Sébastien Maes.

GRAPHISME ET RÉALISATION

Oxfam-Magasins
du monde
Lorent Fritsche

ILLUSTRATIONS

ZOOM
???
Brèves et Dossier
Titom

Editeur responsable : Pierre Santacatterina, Oxfam-Magasins du monde, 285 rue Provinciale, 1301 Wavre.

Oxfam-Magasins du monde a.s.b.l. fait partie d'Oxfam-en-Belgique, qui est membre de la confédération internationale Oxfam.

Ce magazine est réalisé avec le soutien de la Coopération Belge au Développement



BRÈVES

JUSTICE

Y A-T-IL ENCORE DES MALFAITEURS DANS LA SALLE ?

Souvenez-vous. Il y a trois ans et demi à Wetteren, des militants anti-OGM du FLM (Field Liberation Movement) remplaçaient des patates OGM par des patates bio. Cela leur avait valu des condamnations en justice. La Cour d'appel de Gand abandonne enfin l'accusation d'association de malfaiteurs qui pesait sur eux. Plus d'une centaine de débats, de reportages télévisés et d'articles dans la presse, plusieurs grandes journées de mobilisation ont finalement ramené un peu de raison dans notre pays. Non, un ministre ne peut dicter ce qu'il veut au pouvoir judiciaire. Oui, il est plus que jamais indispensable d'avoir un débat public fort sur notre avenir alimentaire. Un débat qui ne peut être étouffé dans l'œuf parce qu'il dérange !



www.fieldliberation.org



EN CHIFFRE

6000 PORCS DANS L' AISNE, 10 000 EN ALLEMAGNE !

Toujours plus grand pour toujours plus de profit... L'élevage intensif se développe comme une machine infernale que plus rien n'arrête... À Alt-Tellin, au Nord-Ouest de l'Allemagne, 10 000 porcs seront entassés dans une nouvelle ferme usine ! Le pays est devenu le premier producteur de porcs au monde, devant la Chine... Pas de quoi faire la fête, quand on voit les conséquences désastreuses sur l'environnement, sans parler des conditions de vie des animaux ni de la qualité de la viande !



ÉPINGLÉ

TRACTEURS LIBRES !

À l'heure où les imprimantes 3D font leur apparition, les agriculteurs ne sont pas en reste. L'open source, qui permet aux férus d'informatique d'améliorer gratuitement des logiciels existants, offre également la possibilité aux agriculteurs de construire eux-mêmes leur propre tracteur ! C'est en 2008 que Marcin Jakubowski a élaboré le premier « Life Trac » dont il a partagé librement les plans sur internet. Aujourd'hui son site opensourceecology.org propose les plans de 50 machines en tous genres, permettant de vivre dans un monde moderne de manière libre et collaborative... Une bonne manière de se libérer du carcan des banques, pas toujours prêtes à accorder un crédit !

<http://opensourceecology.org/>



ÉPINGLÉ

LIÈGE : QUAND DES CITOYENS RÉINVENTENT LE SYSTÈME ALIMENTAIRE

A Liège, on n'attend pas que le monde politique bouge pour innover ! Après avoir créé le projet de « ceinture aliment-Terre », des citoyens et acteurs associatifs lancent à présent la coopérative « Les compagnons de la terre ». Elle se veut exemplaire tant au niveau écologique qu'en termes de création d'emploi et de gouvernance. A terme, les porteurs du projet veulent démontrer comment « nous pourrions révolutionner l'agriculture wallonne dans les prochaines années, avec à la clef une souveraineté et une sécurité alimentaire retrouvées, et des dizaines de milliers d'emplois recréés ». Le projet est en phase de test et une première micro-ferme de 3 ou 4 ha devrait voir le jour en 2015.

www.catl.be





lire le dossier

DOSSIER
Accès à la terre



LA TERRE, UNE RESSOURCE LIMITÉE

Tout comme l'eau ou l'air, la terre est absolument indispensable pour vivre. C'est un bien précieux qui résulte de la dégradation lente des roches, sous l'action du soleil, du vent et de la pluie, des animaux et des plantes, et qui nous permet de produire notre nourriture. Sans elle, c'est la faim ! Comment faire dès lors pour préserver ce bien essentiel et pourtant menacé partout dans le monde ?

 Corentin DAYEZ

◀ Depuis 20 ans, le golf de Sommerau en Alsace est dénoncé comme un symbole d'une utilisation de la terre à des fins contestables. Avec un coût de plus de 6 millions d'euros d'argent public, le projet est également une catastrophe écologique. Plus d'infos sur www.sommerau.org 



La surabondance des rayons de nos supermarchés laisse à penser que nous ne manquons pas de terres agricoles pour garantir notre alimentation. C'est vite oublier que près de 60% des terres utilisées pour satisfaire notre demande en produits agricoles ou forestiers ne sont pas européennes.

Donc, nous consommons joyeusement, comme si nous avions plusieurs planètes à notre disposition, et dans le même temps nous laissons le béton grignoter nos terres agricoles. Chaque année, en Europe, c'est en effet l'équivalent d'une ville comme Berlin qui est transformée en espace urbain, où pratiquement rien ne pousse.

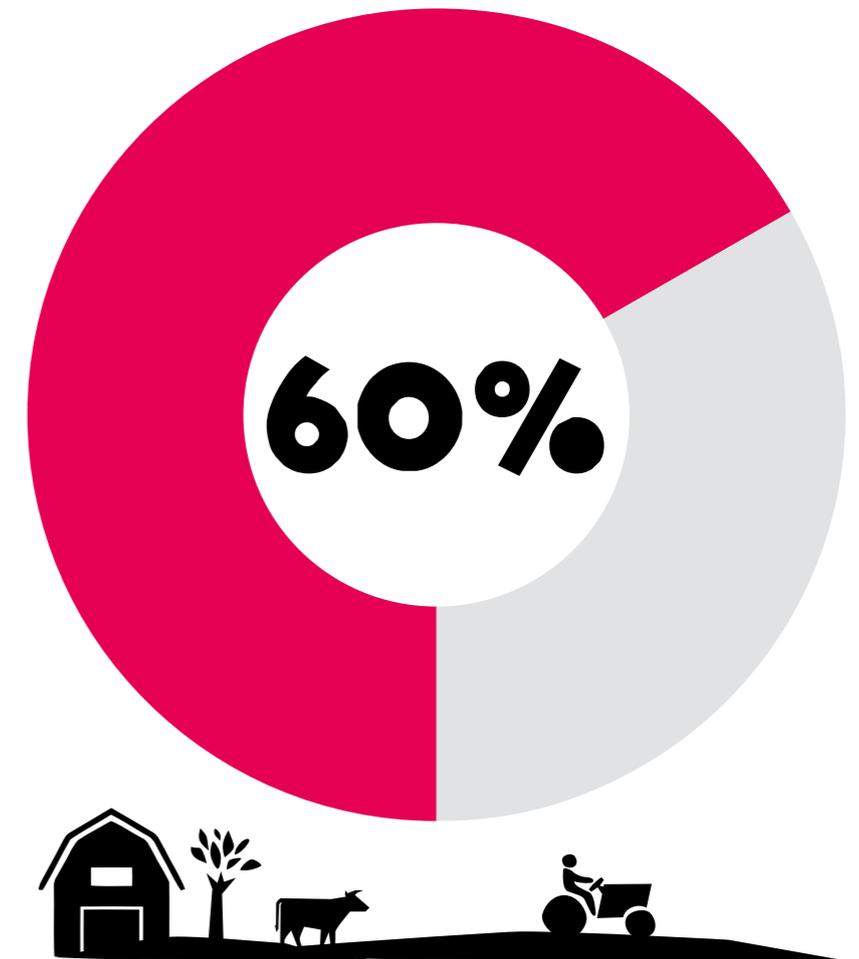
Mais le problème ne s'arrête pas là...

Si encore nous cultivions de manière raisonnable. Mais non, nos terres sont

épuisées, elles n'arrivent plus à suivre ce que nous leur demandons pour au moins deux raisons : d'une part à cause de l'érosion et des pratiques agricoles industrielles qui les rendent moins fertiles ; d'autre part à cause du changement climatique.

Sans compter que les terres sont aussi convoitées pour d'autres buts moins nobles que celui de nourrir les humains : agrocarburants, sapins de Noël, centres commerciaux, parcs aquatiques ou animaliers,...

Il faudra bien nous y résoudre, les terres fertiles sont en réalité limitées... et donc infiniment précieuses. Ce ne sont pas de simples marchandises qui peuvent être échangées au prix le plus fort. Il est grand temps de les protéger !



**DES TERRES UTILISÉES
POUR SATISFAIRE LA
DEMANDE BELGE EN PRODUITS
AGRICILES OU FORESTIERS
NE SONT PAS EUROPÉENNES**





Des terres très convoitées

Ce qui est rare est cher. Tel est le constat des acteurs de l'agrobusiness, des investisseurs et des États qui se livrent du coup à une course folle pour acheter ou louer à bon compte des terres fertiles partout dans le monde.

Oxfam estime que le phénomène concernerait plus de 227 millions d'hectares, soit plus de 15% de l'ensemble des terres arables depuis l'année 2000. L'Afrique est certes le continent le plus concerné par ces investissements. Mais aucun continent n'est épargné. En Europe, ce sont essentiellement les anciens pays du bloc de l'Est qui sont ainsi pris pour cible par des sociétés commerciales à l'affut de terres arables à bas prix.

**i**

C'EST QUOI L'ACCAPAREMENT DES TERRES ?

On parle d'accaparement dès lors que l'acquisition des terres viole les droits humains, qu'elle se déroule sans consultation des personnes concernées, sans véritable consentement et en secret. Les « accapareurs de terres » ignorent les éventuels impacts sociaux et environnementaux des transactions foncières qu'ils réalisent.

ACCAPAREMENTS DES TERRES DANS LE SUD : LE RACKET CONTINUE !

Au cours des dix dernières années, une surface équivalente à huit fois la superficie du Royaume-Uni a été vendue à l'échelle mondiale dans un contexte d'accélération rapide des acquisitions. Ces terres pourraient nourrir un milliard de personnes. Des populations de pays pauvres se retrouvent privées de logement et de nourriture à la suite de grandes transactions foncières.





Pérou : le combat du pot de terre contre le pot de fer

Máxima Acuña est une modeste paysanne de l'Altiplano. Elle est devenue le symbole de la résistance à l'exploitation minière dans son pays parce qu'elle refuse de vendre son lopin de terre réclamé par une très puissante multinationale. Résultat ? Le projet qui implique que des lacs d'altitude soient vidés et remplacés par des réservoirs artificiels est suspendu. Son combat n'est pas celui d'une paysanne isolée mais celui de toutes les communautés avoisinantes privées d'eaux et de terres.



TIC TAC TOUTES LES 30 SECONDES

de riches investisseurs font main basse sur une superficie équivalant à celle du stade olympique de Londres dans les pays pauvres.

LES GRANDES TRANSACTIONS FONCIÈRES PRIVENT LES PLUS DÉMUNIS DE LEUR SEUL MOYEN DE SUBSISTANCE.





Roumanie : le revers de la médaille de l'entrée dans l'UE.



En Roumanie,
comme en
Afrique, des
investisseurs,
surtout occi-

dentaux, achètent
à tour de bras des terres
cultivables, ôtant aux
petits paysans leur base
d'existence. La Roumanie
et l'Ukraine, riches de
leur terre, sont la cible de
firmes d'investissements
allemandes, italiennes,
britanniques et autres dans
leur tournée de shopping.



Willy Shuster est un de
ceux qui se bat contre ce
phénomène, avec l'as-
sociation Eco Ruralis.
Face à des investisseurs
prêts à tout, il oppose
une ferme résistance

pacifique, faisant notam-
ment appel aux réseaux
sociaux et à la solidarité
internationale. Il se rap-
pelle ses sentiments lors
du nouvel an 2006-2007,
alors que la Roumanie

entrait dans l'Union
européenne : « *Tout le
monde, au gouvernement,
dans la presse, exprimait
la nécessité pour les agri-
culteurs et les citoyens
de prôner la croissance*

*et la fin de l'agriculture
à petite échelle. J'ai senti
que nous étions les seules
personnes qui pensions
que l'agriculture paysanne
était encore valable... »*

www.ecoruralis.ro



France : Philippe Layat expulsé de son terrain pour du foot !

Le cas de Philippe Layat est emblématique. Ce paysan de la région de Lyon exploite des terres qui sont dans sa famille depuis plusieurs siècles.

Aujourd'hui, au nom d'un projet de construction d'une route vers un nouveau stade de foot, il est exproprié.

Les travaux, illégaux à ce stade de la procédure d'expropriation, ont



néanmoins déjà commencé et saccagé ses champs. Mais la perte de sa terre représente pour lui également une perte d'identité !

« Je suis prêt à tout, je n'ai plus rien à perdre. Je suis né ici et je veux mourir ici.

Je préfère mourir debout que mourir à genoux.

Il y a beaucoup de gens qui se mobilisent pour me soutenir et c'est très bien. Car ce qui m'arrive à moi aujourd'hui peut arriver à vous demain.

Et qu'allez-vous donner à manger à vos enfants ? Du béton ? »





Accaparement des terres en Europe par des sociétés commerciales

Ces accaparements se font bien souvent au détriment des populations locales des pays concernés. Bien souvent, l'écrasante majorité de celles-ci dépend encore directement de la terre pour produire leur nourriture et tirer des revenus minimums pour assurer leur subsistance et celle de leurs familles. Privés de terres, ce sont ainsi des communautés entières qui se retrouvent parfois condamnées!



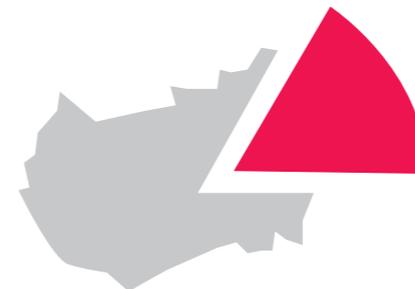
L'ESTIMATION DES ACCAPAREMENTS RÉALISÉS PAR DES SOCIÉTÉS COMMERCIALES REPRÉSENTE :

Source : Via Campesina



ROUMANIE

700 000 à 800 000 ha
soit 8,5% de la surface totale des terres agricoles



HONGRIE

plus d'1 million d'ha
17% du territoire national



SERBIE

500 000 ha
soit 15% du foncier agricole

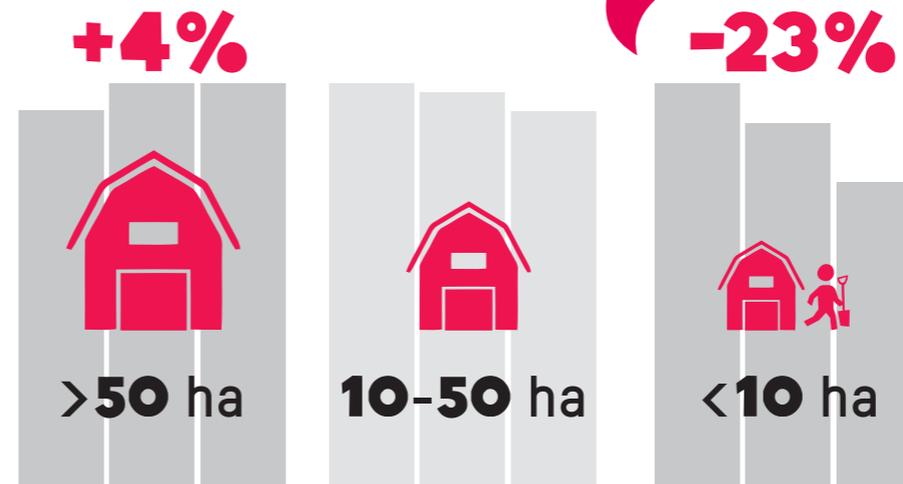




Des terres sans paysans

Dans nos pays occidentaux, les terres agricoles ne sont cultivées que par une infime partie de la population qui diminue continuellement, au fur et à mesure que la taille des exploitations s'agrandit. Les petites fermes s'effacent devant le développement progressif d'exploitations tournées vers des marchés d'exportations exigeant des produits standardisés et à bas prix.

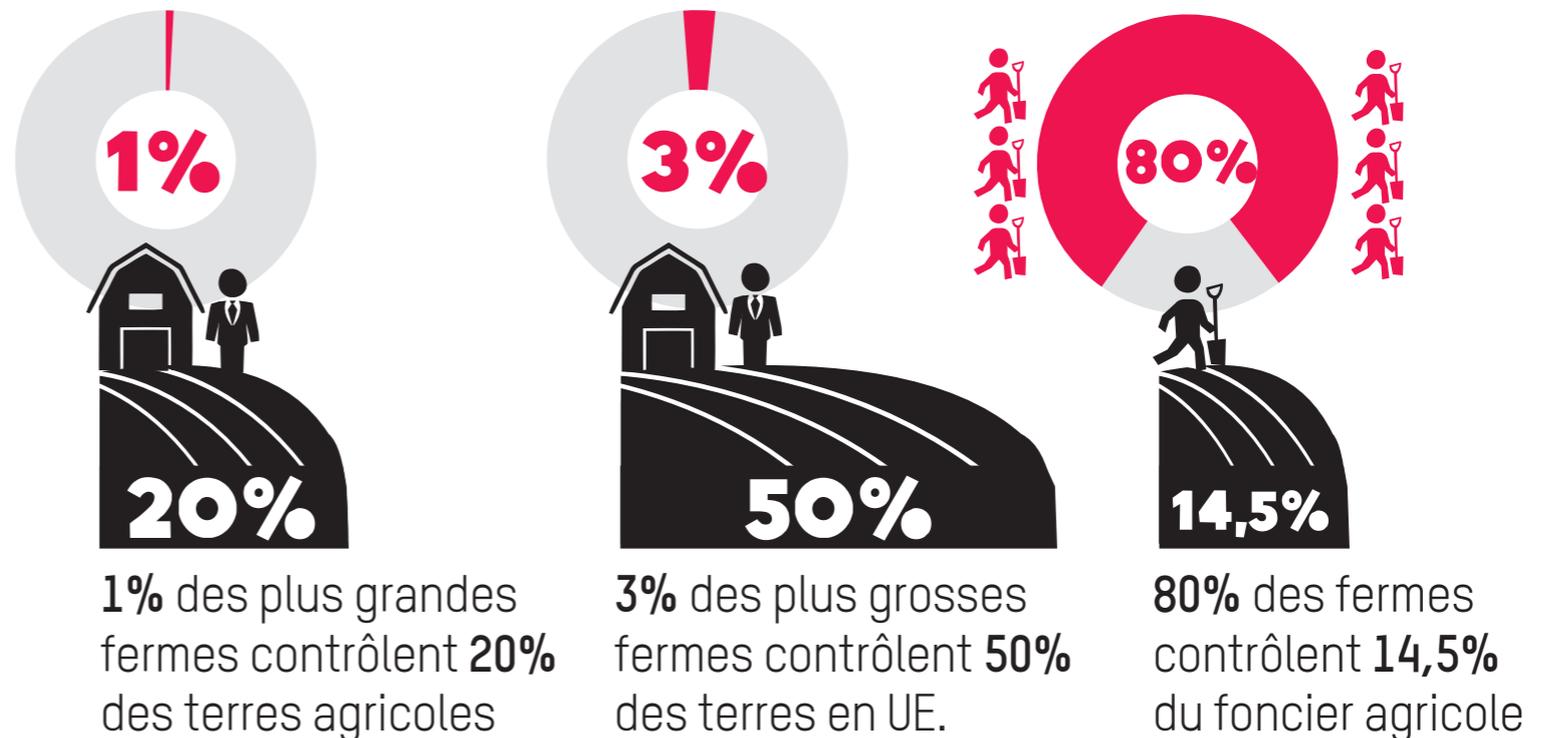
Engagés dans une course folle au rendement due à la concurrence d'autres modèles agricoles plus productifs, les exploitants s'orientent progressivement vers une agriculture plus mécanisée, spécialisée, expansive et plus directement intégrée dans des circuits agroindustriels. Si la vie des exploitants n'est pas en danger, la survie économique de leur exploitation reste, elle, un enjeu permanent.



Entre 2003 et 2010, le nombre de petites fermes (inférieures à 10 ha) a diminué d'un quart.

AGRANDISSEMENT DES GROSSES EXPLOITATIONS AU DÉPEND DES PETITES FERMES

Nombre d'exploitations agricoles en Europe, par taille - 2003-2010 - Source : Via Campesina



LA CONCENTRATION FONCIÈRE EN EUROPE





Decathlon, non merci !

En France, près d'Orléans, des citoyens ont dit non à l'implantation d'un nouveau centre commercial qui détruirait 16 hectares de zones humides, naturelles et cultivées, près d'Orléans.

Après de nombreux recours, ils ont remporté une première victoire :

la Commission Nationale d'Aménagement Commercial (CNAC) a rejeté le permis de bâtir de Decathlon, le principal commerce attendu, sur base de 4 arguments avancés par le collectif citoyen : l'artificialisation d'espaces naturels, le risque de création de friche commerciale au sud de l'agglomération, l'absence de desserte en transport en commun et la destruction du paysage de cette entrée de ville. Comme quoi, les combats « perdus d'avance » valent parfois quand même la peine d'être menés !





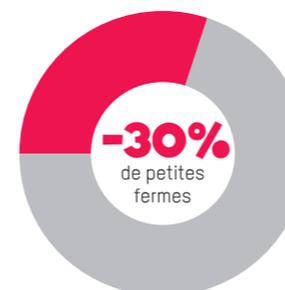
REGARDER
LA VIDÉO



L'accès à la terre en Belgique, des chiffres qui en disent long



Entre 2000 et 2013, le pourcentage d'exploitations de moins de 10ha diminue de plus de 30% en Wallonie et de près de 25% en Flandre. En 30 ans, la superficie moyenne par ferme a plus que doublé en Belgique.



X3

En 10 ans, soit de 1995 à 2006, le prix moyen d'un hectare de terre agricole belge a été multiplié par 3, passant de 9.727 € à 27.190 €



En Europe, **seulement 3% des propriétaires terriens contrôlent la moitié des terres cultivables.**

Cette concentration massive de la propriété et des richesses foncières est comparable à celle ayant cours au Brésil, en Colombie ou aux Philippines.

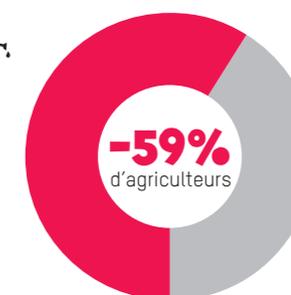
DES TERRES QUI NE NOURRISSENT PLUS !

3000

terrains de foot urbanisés par année en Wallonie (moyenne sur 25 ans).



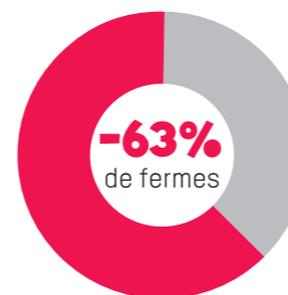
Chaque semaine, **62 agriculteurs** quittent la profession (moyenne sur 1990-2011). En 1980, il y avait plus du double d'agriculteurs qu'en 2012.



12% DE SUPERFICIE AGRICOLE



En Belgique, on compte environ 350 000 chevaux ! Leur élevage nécessite l'utilisation de **12,3% de notre superficie agricole**. Bonne affaire pour les propriétaires fonciers : les prix de location d'une pâture sont 3 à 4 fois plus rentables que ceux de la location à un agriculteur.



En moyenne sur 30 ans, la Belgique a perdu **63 % de ses fermes**, principalement celles de moins de 5 hectares. Cela représente 43 fermes qui disparaissent par semaine.



4 000 HA

de terres agricoles « nourricières » étaient consacrées à la monoculture de sapins de Noël en 2013.



La perte de contrôle de notre alimentation

Dans un tel contexte, l'approvisionnement des marchés locaux en produits sains, respectueux de l'environnement et de la biodiversité, ne va pas de soi. Si la demande de produits locaux est en augmentation ces dernières années, l'offre dépend de plus en plus de la décision d'une poignée de producteurs. Or, ceux-ci ne sont pas forcément intéressés par ce type de marché. En effet, selon la taille et leur modèle d'exploitation, ils pourraient se tourner davantage vers des marchés plus rentables. Il est parfois plus facile pour de grandes exploitations de se spécialiser dans des patates à frites, des sapins de Noël, des fruits pour des marchés étrangers que de diversifier leur production pour rencontrer les attentes des populations locales. Même si parfois, cela rend l'exploitation un peu plus vulnérable du point de vue économique...



© L'AVENIR.NET

Congrès annuel 2013 d'une cinquantaine de producteurs de sapins de Noël, originaires de onze pays, réunis à Neufchâteau : Allemagne, Danemark, Norvège, Tchéquie, Pologne, Autriche, Suisse, Grande-Bretagne, France, Pays Bas et Belgique





Une terre en danger

David Jacquemart travaille avec son frère dans une petite ferme familiale près de Gembloux. Du jour au lendemain, il craint devoir cesser ses activités : la personne auprès de qui il loue ses terres vient de décéder et la famille est en droit de réclamer son héritage. *«Vus les prix qui sont pratiqués actuellement, nous sommes condamnés à abandonner ou à trouver des solutions pour continuer à avoir une vie décente.»*

La nouvelle génération en panne

Chez nous, les vocations paysannes à travailler sur de petites fermes ne manquent pourtant pas. Mais la terre agricole est devenue tellement chère que son amortissement ne peut désormais plus être assuré uniquement par la seule activité agricole. La détermination et un projet agricole bien construit ne suffisent donc malheureusement pas.

Pour tenter sa chance, il faut d'abord pouvoir en payer le prix fort ! Car aujourd'hui, rien n'est envisagé pour favoriser l'implantation de la petite paysannerie. La terre est vendue au plus offrant, sans aucune forme de considération pour son usage.

La production alimentaire entre ainsi directement en concurrence avec les productions non-alimentaires de l'industrie (agrocarburants, les cultures énergétiques, les fibres, sapins de Noël, etc.), ou des activités de loisirs (golf, manèges, prairies à chevaux, parcs animaliers, etc.).

Tout cela sans compter que l'urbanisation galopante fait aussi disparaître des terres agricoles, souvent les meilleures, et entraîne de la sorte une montée fulgurante du prix du foncier.



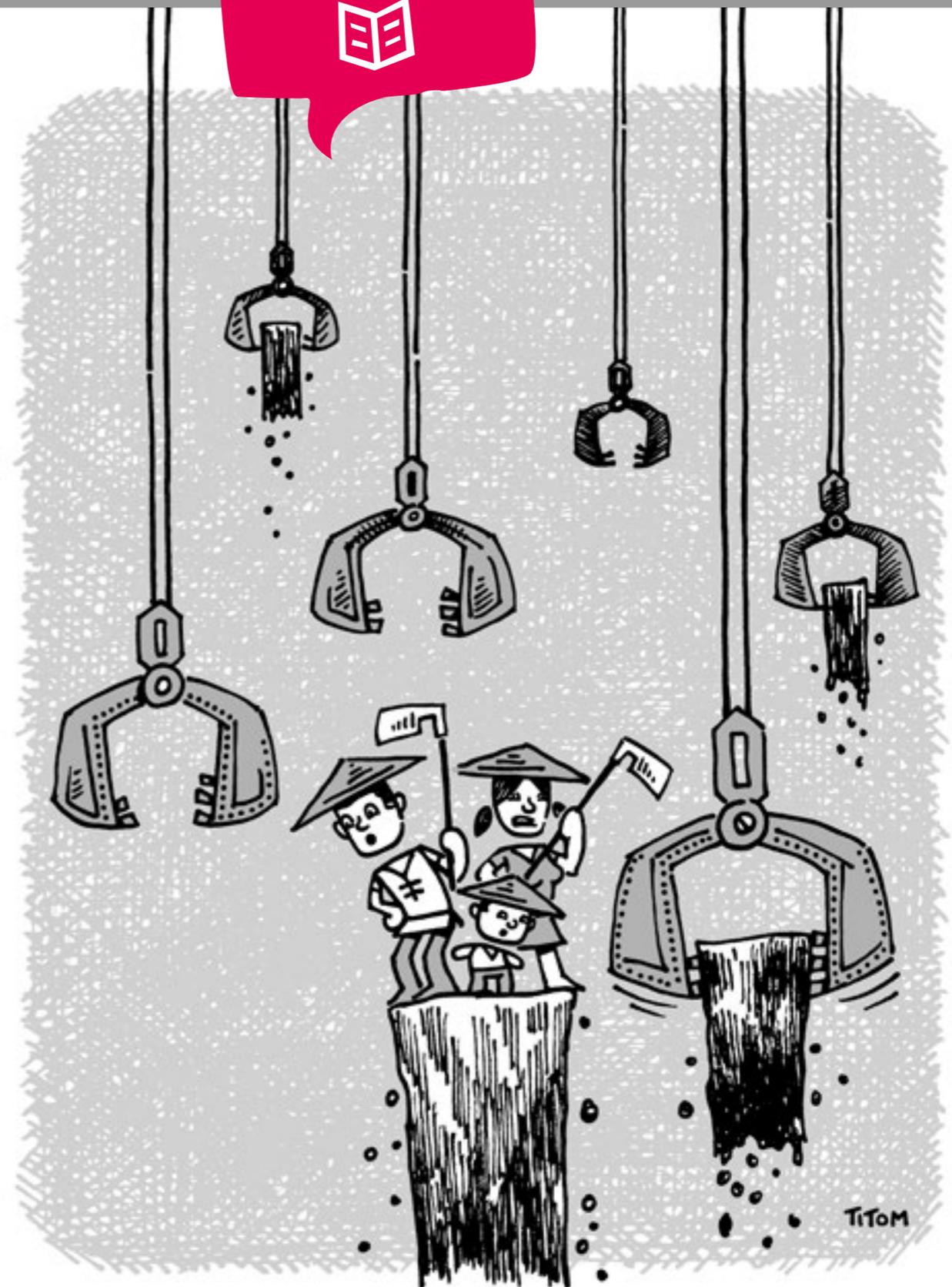


Cultiver un avenir meilleur : la justice alimentaire

L'avenir des terres agricoles ne semble pas préoccuper nos décideurs politiques ni l'opinion publique. Avec la disparition du monde paysan s'impose pourtant progressivement une logique de production agricole massive à bas prix. Malgré les idées reçues, cette forme d'agriculture est loin d'être la plus performante à l'hectare. Surtout, elle épuise considérablement les sols, ce qui ne la rend pas viable à long terme. En outre, la mainmise sur les terres par ceux qui détiennent tous les moyens économiques empêche directement le maintien d'un accès régulier, permanent et libre à une alimentation qui corresponde aux besoins et aux attentes des populations.

Le contrôle de notre alimentation nous échappe totalement.

La gestion des terres agricoles constitue donc un véritable enjeu démocratique qui oblige la société dans son ensemble à adopter une attitude responsable quant à son utilisation. Cela implique de pouvoir considérer l'accès à la terre comme un droit humain qui doit prévaloir sur les intérêts économiques de quelques-uns.



EN SAVOIR PLUS :

Plus d'infos sur
l'accaparement des terres :

www.oxfamsol.be/fr/themas/accaparements-de-terres 

www.oxfam.org/fr/tags/accaparement-des-terres 

Sur l'accès à la terre
au Sud et au Nord :

www.omdm.be/cahier/laces-au-foncier-au-sud-comme-au-nord 





La terre de nos ancêtres

Au Guatemala, dans le département de Totonicapán, la « parcialidad » est une forme de gestion précoloniale qui est parvenue à se maintenir à travers le temps. Elle a pour originalité de faire coexister droits privés et collectifs. Ce système fait en effet intervenir sur une même parcelle de terre un nombre impressionnant d'acteurs qui se voient attribuer des droits spécifiques et temporaires en fonction de leur statut, tout en restant sous le contrôle de l'ensemble d'une communauté. Ainsi, par exemple, si la coupe de certains arbres est un droit individuel, la gestion forestière est un droit collectif. Et, si ce droit individuel peut faire l'objet de transaction interne à la communauté, il ne peut en aucun cas être cédé à quelqu'un d'extérieur à celle-ci. Grâce à cette forme de gestion, le département de Totonicapán a conservé une couverture forestière très importante qui contraste radicalement avec celle des autres départements avoisinant où elle a drastiquement diminué.

Bien commun



LE DROIT SUR LA TERRE

LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE DU SOL, UN DROIT ABSOLU ET UNIVERSEL ?

La terre est un élément de la nature dont la gestion est loin d'être identique partout sur la planète. Une gestion par endroit très complexe et qui remet en cause l'idée répandue que les notions de propriété du sol, de marché ou de droits sont naturelles et universelles. Souvent persuadés que la privatisation de la terre est la seule alternative viable, nous avons tendance à décrédibiliser ces systèmes de gestion traditionnels. Ils ne sont pourtant en soi ni bons, ni mauvais. La question à se poser est plutôt de savoir en quoi ils répondent à l'intérêt général. Or, à ce jeu-là, les multiples conflits qui se nouent autour de la terre aujourd'hui nous invitent à être modestes.

 Corentin DAYEZ



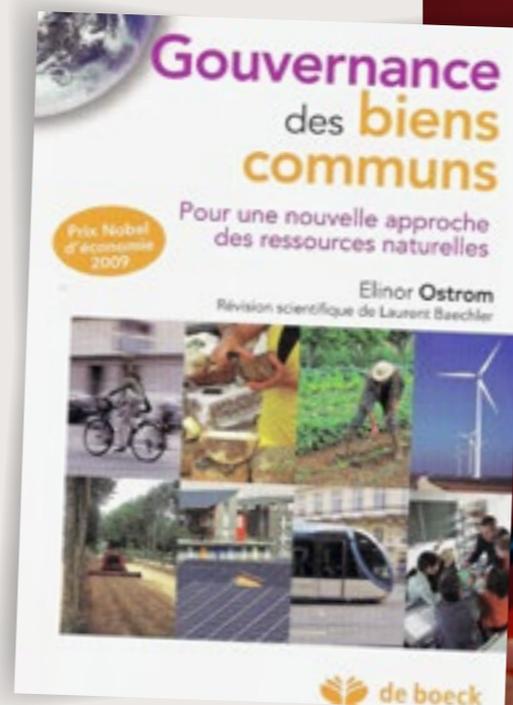


La terre est à ceux qui travaillent

Dans un pays fortement ébranlé par la crise, la petite localité espagnole de Marinaleda fait figure d'utopie : autosuffisance alimentaire, taux d'emploi élevé, pas de pauvres, politique singulière de logement qui est parvenue à enrayer la spéculation foncière et à protéger les candidats propriétaires des expulsions, accès facilité à la culture et à la scolarité. L'originalité ? Une gestion collective des terres, rendue possible par la lutte de ses habitants qui travaillaient la terre pour le compte d'un grand propriétaire. Après plusieurs années d'occupation de terres agricoles, l'état espagnol leur a concédé 1200 hectares qui ont été collectivisés. Le secret ? Une démocratie politique et sociale participative où toutes les décisions, de la confection du budget aux combats pour les droits, se décident en assemblée.



L'attribution en 2009 du prix Nobel d'économie à l'américaine Elinor Ostrom a mis en évidence le concept de biens communs. Son travail d'enquête prouve qu'il existe une alternative dans la gouvernance des ressources naturelles entre le «tout Etat» et le «tout marché». Ainsi, des citoyens peuvent s'auto-organiser pour gérer ensemble et sans exclusive des ressources naturelles vitales telles que l'eau et des terres agricoles.



Sources :

http://www.agter.asso.fr/article778_fr.html



<http://www.utzchecomunitaria.org/index.php/es/region-occidente/27-asociacion-parcialidad-baquiax>



<http://www.utopiasproject.lautre.net/reportages/article/marinaleda>



<http://fr.scribd.com/doc/141360044/Imagine-demain-le-monde#scribd>



<http://www.courrierinternational.com/article/2012/08/21/une-utopie-anti-crise-en-andalousie>



PARTENAIRE
UAWC | Palestine



UNE GRAINE D'ESPOIR EN TERRE OCCUPÉE

En Palestine, les effets de l'occupation se font ressentir dans tous les aspects de la vie quotidienne. L'accès aux terres par exemple est devenu un vrai casse-tête : à cause des conflits armés, du déplacement des populations, de l'expansion croissante des colonies, de la mise en place de « zones de sécurité » et de la construction du mur, les Palestiniens sont souvent privés d'accès à leurs terres agricoles.



© Tineke D'haese

A la fin des années 1980, des agronomes palestiniens créent l'UAWC. Depuis lors, ils ont mis en place toute une série de projets soutenant les petits producteurs dans la défense

de leurs droits et dans la rentabilité de leurs activités. Sur le terrain, l'UAWC appuie les agriculteurs dans toutes les phases de leur travail, de la production à la vente, sur les marchés na-

tionaux et internationaux, en passant par la transformation. Afin d'assurer la pérennité des activités des bénéficiaires, ils se basent sur les principes de la coopérative et du commerce

équitable. En effet, l'UAWC a obtenu, début 2010, la certification FAIRTRADE pour la production et la vente de ses produits.

 Sébastien Maes



Des semences de résistance

En 2003, l'UAWC a commencé à développer une banque de semences locales afin de mettre à disposition des agriculteurs des semences adaptées à l'environnement et aux caractéristiques des sols de la région. Leur utilisation augmente considérablement les chances d'avoir des récoltes abondantes et, contrairement aux semences génétiquement modifiées, les semences locales peuvent être produites, stockées et améliorées par les agriculteurs. Cette banque de semences permet d'améliorer la qualité et la quantité des cultures. Mais elle permet aussi de cultiver des céréales et des légumes à plus rentables car plus rares et donc plus chers. En 2013, 150 familles d'agriculteurs ont utilisé ces semences. Pour les agriculteurs palestiniens, il ne s'agit pas seulement d'une action économique, mais aussi d'un geste politique contre l'occupation, dans la mesure où ces semences entrent en concurrence avec celles produites par les laboratoires des entreprises israéliennes.



© Tineke D'haese



Des dizaines d'hectares de terres agricoles réappropriées !

L'UAWC possède une unité juridique qui travaille directement avec des organisations palestiniennes pour informer les agriculteurs de leurs droits et lutter contre les politiques d'occupation israéliennes qui fragilisent le secteur agricole palestinien. En 2013, l'organisation a réussi à stopper légalement l'expropriation de 4,5ha de terres agricoles palestiniennes.

L'UAWC lutte aussi pour la réappropriation de terres se trouvant dans des zones marginalisées par la construction du mur ou par l'implantation de colonies. L'organisation est aussi active à Gaza, où elle cherche à

recupérer et à réhabiliter des terres endommagées durant les conflits. En 2013 toujours, 15ha ont ainsi été récupérés. Cette même année, l'UAWC a planté des amandiers sur 2,5ha et a réhabilité 147ha de terres. Malgré les obstacles dus aux politiques d'occupation, l'organisation parvient à ouvrir des routes agricoles facilitant l'accès à des dizaines d'hectares de terres.

UNE ORGANISATION RECONNUE POUR SON TRAVAIL DE PLAIDOYER

Sur le plan international, l'organisation représente, au sein de la Via Campesina, les organisations



palestiniennes travaillant dans le secteur de l'agriculture. Le but de l'UAWC est de construire un mouvement fort de paysans, au niveau local et dans le monde arabe, en travaillant avec d'autres organisations afin de mettre en place les fondements qui permettront à la Palestine d'atteindre la souveraineté alimentaire. Créée il y a plus de 25 ans, cette

organisation a su s'adapter à un contexte toujours plus complexe et hostile sur un territoire fortement affecté par l'occupation. Les producteurs ont retrouvé des terres et par la même occasion une dignité. Derrière ce projet se trouve les germes d'une future économie palestinienne basée sur un savoir-faire et une culture ancestrale.



L'UAWC & Oxfam à Gaza

Oxfam mène avec l'UAWC divers projets en soutien au monde paysan :

- réhabilitation des serres destinées à la production agricole dans la bande de Gaza
- réhabilitation du matériel destiné aux pêcheurs gazaouis
- création de jardins potagers privés permettant de subvenir aux besoins de familles entières, et ciblant en priorité les femmes chefs de famille.





Ekta Parishad | Inde

Aneesh Thillenkery

Coordinateur national du mouvement
indien Ekta Parishad



ZAD de Haren | Belgique

Raf

Un occupant de la ZAD (Zone À Défendre)

INTERVIEW

Regards Croisés



Propos recueillis par
Roland d'Hoop et Corentin Dayez

COMMENT S'ORGANISE LA RÉSISTANCE POUR L'ACCÈS À LA TERRE ?

Faut-il prôner la désobéissance civile pour faire valoir ses droits ? Comment les différentes luttes à travers le monde peuvent-elles se renforcer ? C'est ce que nous avons évoqué avec **Raf, un des occupants de la ZAD** (Zone à défendre) de Haren et **Aneesh Thillenkery, coordinateur national du mouvement indien Ekta Parishad.**



Inde : Ekta Parishad, la voix des sans voix.

En Inde, Ekta Parishad regroupe quelque 300 000 paysans sans terre, populations autochtones et tribales, pauvres et nomades privés des ressources naturelles - terres, eaux et forêts - dont ils ont bénéficié pendant des décennies. Le mouvement se base sur la non-violence, tout en recourant dans certaines situations à des occupations et à des actions de désobéissance civile. Grâce notamment à des marches rassemblant des milliers de paysans, Ekta Parishad a réussi à mettre la question de l'accès à la terre au cœur du débat politique, en Inde et au-delà.

www.ektaparishad.com





La ZAD du Keelbeek : patates partout, prison nulle part !

A Haren, au Nord de Bruxelles, une zone verte de 18 hectares est menacée par l'implantation d'une méga prison. Des habitants et un collectif citoyen s'opposent au projet. Ils dénoncent la vision absurde et inefficace de la politique carcérale et rappellent l'importance de garder des espaces réservés à l'agriculture en bordure de la ville.

Cette expérience a réussi à fédérer des militants écologiques de la première heure et des habitants moins impliqués dans ce combat. C'est que les occupants de la ZAD (zone à défendre) ne manquent pas d'idées pour attirer le grand public : pique-nique, balades en famille, plantage de patates et autres légumes, construction de cabanes et enclos pour animaux, concerts, conférences et projection de films (tant sur l'aspect agricole que sur la politique carcérale),... De quoi attirer un large public de tout âge !



D'où vient votre indignation par rapport à la question de l'accès à la terre ?

Raf : J'étais très actif pour la sauvegarde d'un potager en plein centre de Bruxelles, le potager des Tanneurs. Dans ce quartier très dense, en face d'un immeuble de logements sociaux tout gris tout moche, le potager donnait un espace de vie. En six mois c'était devenu un coin où les gens se rencontraient : on y avait mis des tables, des chaises, il y avait tout le temps quelqu'un pour servir un café, pour proposer des crêpes ou des fruits... Il y avait pas mal d'enfants qui trouvaient là un endroit où des adultes pouvaient leur apprendre des trucs et leur rappeler le respect de certaines règles. C'était très diversifié culturellement.

Quand ils ont détruit ce potager, ça m'a fait tellement de mal que j'ai voulu prendre une semaine de congés et je suis venu ici, à Haren, pour me reposer. Et je ne suis plus parti en fait. On a perdu le potager des Tanneurs qui était minuscule mais très important et maintenant on risque de perdre un site de 19 hectares avec plein d'arbres. Ce terrain est tout près du centre. Je trouve ça hyper important de garder cet espace, tant pour l'aspect écologique que pour l'alimentation : c'est important de pouvoir cultiver des légumes et d'élever des animaux ici pour nourrir la ville qui est à un quart d'heure d'ici.

Aneesh : Tout a commencé en 1995, dans l'Etat d'Orissa. Une partie des terres d'un domaine avait été confisquée par la

mafia locale. Nous avons alors tenté d'unifier toutes les ethnies des villages concernés afin de réoccuper les terres volées. Malheureusement, certains villageois ont été arrêtés et mis en prison pour 15 jours. Cette action initiale a eu un «effet domino » : des gens provenant de différentes parties de l'Etat sont venus voir comment cette action avait été menée afin qu'ils puissent en reproduire de similaires dans leurs villages. C'est ainsi que l'action s'est propagée au niveau de l'Etat et aujourd'hui nous sommes présents partout dans le pays. Vingt ans plus tard, nous sommes toujours confrontés au problème de l'accaparement des terres. Fin décembre 2014, le nouveau gouvernement national a modifié la loi pour faciliter l'achat de terres

par les multinationales. C'est ce qui nous a décidé à lancer une nouvelle marche de 60 km jusqu'au Parlement. Des paysans de toutes les régions du pays vont s'y joindre.

Quels sont les principaux enjeux de l'accès à la terre selon vous ?

Aneesh : En Inde, les paysans peuvent être confrontés à quatre situations concernant l'accès à la terre. Dans la 1^{ère} situation, la personne détient un titre de propriété mais elle ne peut travailler sur cette terre, qui a été confisquée par quelqu'un d'autre; dans la 2^{ème} situation, la personne travaille depuis très longtemps sur une terre mais n'a aucun titre de propriété ; dans la 3^{ème} situation, la personne n'a ni terre ni titre de proprié-



té; enfin, il y a l'accaparement des terres par les grandes compagnies, qui est une des situations les plus préoccupantes pour l'instant en Inde.

Raf : Pour moi, à Bruxelles, il y a trois luttes importantes à mener : le combat écologique (préserver des espaces verts, la biodiversité) ; récupérer des terres agricoles pour nourrir la population ; et cultiver des légumes ou des fruits tout près de la ville afin d'éviter les transports en camions ou l'importation des kiwis de Nouvelle Zélande.

Quelles sont les personnes qui soutiennent votre lutte ?

Aneesh : Ekta Parishad regroupe 300 000 personnes issues du monde rural et de milieux défavorisés. En Inde, les populations les plus pauvres, dalits

et adivasis, en particulier les femmes, sont les premières victimes de la croissance effrénée de ces dernières années. Partout en Inde, ces personnes sont chassées de leurs terres par des compagnies privées.

Raf : Il y a ceux qui sont déjà dans une mouvance écologique. Et puis il y a des gens qui sont juste curieux, des promeneurs qui voient les tentes et se demandent « c'est quoi ce truc ». Ils viennent voir, on les invite au café, on explique, et puis on a des discussions parfois animées sur la politique céréale belge. C'est très diversifié tant au niveau ethnique que de l'âge : ça va de 16 à 82 ans ! Lors de la manifestation du 17 avril 2014, quand nous avons planté des patates, nous étions plus de 400 personnes.

Le grand public est-il sensible à votre cause ?

Raf : J'ai l'impression que pas mal de gens n'ont pas le temps ou sont trop fainéants pour vraiment s'informer. S'ils savaient ce qui se passe, ils se réveilleraient et ils investiraient une partie de leur temps libre dans des luttes comme la nôtre. Mais c'est à nous aussi de les informer. C'est ce qu'on essaie de faire avec des flyers, des vidéos, des photos... On est sur Facebook, sur Internet, on y travaille !

Est-il possible de concilier l'approche de désobéissance civile avec celle de la non-violence ?

Aneesh : oui c'est possible car nous ne fermons jamais la porte au dialogue. Il est important pour nous de toujours partir de

la pression de la base, par les marches ou par l'occupation, et de prolonger cette pression par un travail de plaidoyer. Notre message sera d'autant plus entendu si nous sommes nombreux à manifester. Nous essayons surtout de faire respecter la loi. Ainsi, le « Forest Rights Act » donne théoriquement le droit aux ethnies de rester sur leurs terres ancestrales. Mais cette loi n'est presque jamais appliquée. Par exemple, la compagnie britannique Vedanta exploite une mine de bauxite dans l'Etat d'Orissa sur le site d'une montagne que les tribus montagnardes locales considèrent comme sacrée. Ekta Parishad soutient la lutte de ces paysans qui ne parviennent plus à survivre lorsqu'on leur prend leurs terres.



Raf : Dans notre occupation, nous sommes en plein débat sur le type de résistance à mener lorsque les bulldozers viendront nous expulser. Moi-même, je change souvent d'avis. Parfois je me dis que j'aurais envie de lancer un cocktail Molotov contre un bulldozer, il faut faire ça au moins une fois dans sa vie. Et un autre jour je me dis « Mais non, ce n'est pas la bonne stratégie » parce que les médias vont filmer et vont dire « Ah, ce ne sont que des casseurs ». Donc je me dis « Non ». On ne sait pas encore comment cela va se passer. En France, on a vu des policiers en robocop, avec des matraques et des boucliers, s'en prendre à des gens qui n'ont pas d'armes et qui ont juste leurs mains sur leur tête. Dans ce cas-là, je me dis

que si on vous agresse comme ça, il est normal de prendre une pierre et de se défendre.

Y a-t-il d'autres formes de résistance pacifiques ?

Raf : j'ai vu dans une vidéo à Notre-Dame-des-Landes [NDLR: l'occupation contre le projet d'implantation d'un nouvel aéroport près de Nantes] un gars qui s'est complètement déshabillé et qui a dit aux policiers : « Voilà, vous voulez me frapper, frappez-moi, moi je n'ai pas d'armes, allez-y, foncez ». Et c'est vachement désarmant en fait. Sauf qu'il s'est pris une amende pour atteinte à la pudeur. Je trouve finalement qu'on devrait tous se mettre à poil pour montrer qu'on est tous des humains avec une peau. Peut-être que quand les flics verront 10, 20,

30 personnes à poil, ils changeront d'avis et se diront « Ce sont des humains, on ne va pas leur taper dessus... ».

Quels liens voyez-vous entre votre lutte et des enjeux plus globaux, dans le reste du monde ?

Aneesh : Nous trouvons très important d'échanger avec d'autres mouvements à travers le monde. Nous organisons régulièrement des camps pour les jeunes activistes. Certains viennent du Guatemala, du Zimbabwe, de Thaïlande. Ensemble, nous voyons comment nos luttes peuvent se rejoindre et comment nous pouvons mener des actions plus efficaces.

Raf : Je me sens très proche des mouvements de paysans

partout dans le monde. Mais je trouve qu'il est parfois trop facile de signer une pétition pour agir en faveur d'une cause à l'autre bout du monde, alors qu'il y a aussi un combat à mener ici. Il y a une phrase qui résume bien cela : « Penser global, agir local ». Tout ça pour dire qu'on a besoin aussi de vrais militants chez nous, pas juste des actions sur internet...

C'EST POSSIBLE
Terre en vue



AGIR ENSEMBLE POUR UN MEILLEUR ACCÈS À LA TERRE

Doit-on se résoudre à observer passivement la disparition grandissante des terres agricoles en Belgique ? Avec Terre-en-vue, des citoyens et des associations se mobilisent pour dire non ! Il est urgent d'enfin agir ensemble pour un meilleur accès à la terre !

Corentin DAYEZ



L'agriculture, tout le monde s'en fout...

C'est sans doute ce que se disent ceux qui spéculent sur les terres agricoles. Dans une indifférence quasi générale, ils transforment tranquillement les meilleures terres en terrains de golf, en centres commerciaux, en terrains de chasse ou en terrains à bâtir. Cette logique purement marchande préoccupe le mouvement Terre-en-Vue : avec l'explosion actuelle des prix à l'hectare, il devient pratiquement impossible de maintenir une activité de production alimentaire saine et durable sur le territoire belge.

La terre agricole gérée comme un bien commun

Face à cette logique mortifère, des citoyens membres de Terre-en-vue s'efforcent d'acquérir collectivement des terres agricoles en mobilisant de l'épargne autour d'eux. Une fois acquises, elles sont ensuite louées à des personnes inscrites dans un modèle de production paysan. Ce modèle de gestion de la propriété est d'un genre radicalement nouveau ! À la place du « chacun pour soi », il s'agit d'un portage collectif et non spéculatif de la propriété, garanti sur le long terme : en effet, une fois achetées collectivement, ces terres ne pourront plus jamais être vendues mais seulement louées à des agriculteurs qui s'engagent pour un modèle agricole durable. L'usage des terres prime ainsi sur la propriété. Un usage déterminé par les citoyens détenteurs d'une part de la coopérative, qui parviennent ainsi à devenir acteurs du système alimentaire.



Le projet des deux Yannick à Soignies



En Belgique, l'accès à la terre pour les jeunes maraîchers est très compliqué. J'ai eu beaucoup de chance de trouver une terre près de chez moi, mais qui reste limitée dans la durée, parce qu'elle est dépendante du fermier qui occupe la terre et qui est lui-même en location.
Yannick Bette



Il est très difficile de trouver des terres sur le long terme. Pour l'instant, Yannick et moi, on a des locations renouvelables chaque année. Dans ces conditions, il est difficile de faire des investissements par exemple pour l'arrosage, pour construire un hangar ou une cellule froide pour conserver les légumes d'hiver.
Yannick Hostie



Témoignages extraits de la vidéo de **Johan Verhoeven**, collectif engrenage

On a décidé de soutenir un projet concret, puisque dans nos groupements d'achat on a deux producteurs, les deux Yannick, qui sont des exemples vivants de petits producteurs qu'on souhaite soutenir pour pérenniser une agriculture durable, qui préserve l'environnement, qui préserve des liens sociaux, qui préserve une alimentation saine et durable dans le temps.
Marylise Ledouble, membre du groupe Terre en vue de Mons-Ath.



On crée vraiment de l'emploi dans notre région... De l'emploi qui va nous servir puisqu'on va manger leurs légumes. On est tous gagnants ! On a donc décidé de les aider à trouver la terre et de l'acheter avec la coopérative Terre-en-vue, pour que l'activité de ces maraîchers puisse continuer et pour que le jour où eux arrêtent, d'autres puissent continuer.
Alain Verhoeven, membre du groupe Terre en vue de Mons-Ath.



Une action qui se structure

Acheter des terres, c'est important mais il faut aussi réfléchir à des réponses plus structurelles à apporter à la problématique de l'accès à la terre et à la promotion d'un modèle paysan viable sur le plan économique.

C'est pourquoi l'asbl Terre-en-Vue s'est donné trois missions :

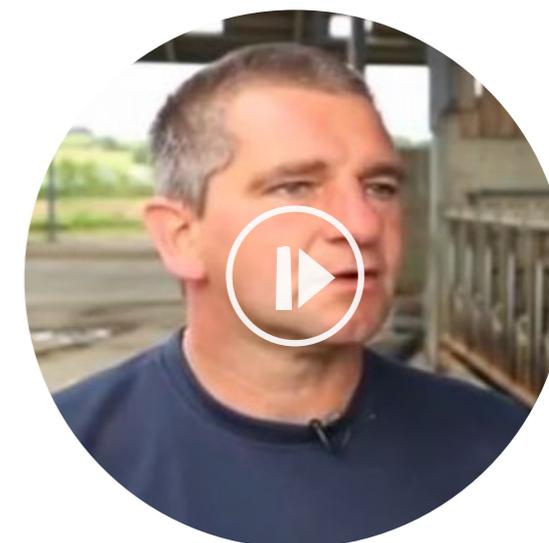
- l'accompagnement de projets agricoles d'installation et de transmissions de fermes ;
- la création et l'animation d'un réseau d'associations et de citoyens partenaires qui dynamisent le débat public autour des thématiques liées à l'accès à la terre ;
- le développement d'une expertise citoyenne relative à l'accès à la terre et à la protection des terres nourricières.

Réfléchir ensemble

Le mouvement, fort de son expérience, élabore un plaidoyer et des propositions politiques.

Mais Terre-en-Vue ne travaille pas en « vase clos ». Au contraire, le plaidoyer se nourrit des rencontres, des échanges et des discussions fondamentales qu'il suscite et anime entre acteurs directement concernés. A l'instar des « rencontres TupperTerre », où se croisent propriétaires, agriculteurs et les personnes désireuses de se lancer en agriculture, l'important, c'est de poser des choix collectifs !

Dans son sillage, Terre-en-Vue nous engage à prendre part à un véritable mouvement démocratique qui donne à chacun un rôle à jouer compte tenu de ses moyens et de ses capacités.



Près de Rochefort, Claudie Marion a pu trouver une terre grâce au soutien de citoyens de son village.





La première ferme urbaine agro-écologique à Bruxelles

En 2010 s'installe une ferme urbaine spécialisée dans l'agriculture maraîchère à Neder Over Hembeek. Les résultats sont étonnants : chaque semaine de mai à décembre 2013, la ferme fournit ses légumes bios. Les clients sont 3 GASAP (groupement d'achat et de soutien à l'agriculture paysanne), composés d'une quarantaine de familles (paniers de 7 à 8 légumes pour 2 à 4 personnes). Ce projet a comme objectif principal d'initier et de former quatre jeunes peu qualifiés au métier de maraîcher et à l'entretien de jardins potagers. Depuis ce début d'année 2014, la ferme a dû déménager. Mais le projet continue et s'est recentré sur le terrain de la «bergerie» situé dans le quartier du Val Maria.



MOI JE VEUX BIEN MAIS NON

La rubrique immobilière et sans mobile d'**Olivier Bailly**

S'il fallait un jour remettre un prix au meilleur suicide politique, Philippe Henri constituerait un candidat redoutable. Feu follet du feu gouvernement Demotte II, le petit homme vert eut l'outrecuidance de remettre en question l'alpha et l'omega de l'identité wallonne : la maison quatre façades.

Ce ministre de l'aménagement du Territoire afficha en effet une saugrenue volonté d'aménager le territoire. L'idée était d'encourager la densification des centres urbains et de limiter la construction périurbaine.

Politiquement, ça ou se déclarer en faveur de la libération anticipée de Marc Dutroux revenait plus ou moins à la même chose. Les bourgmestres, trop heureux de transformer des

champs en zone constructible, n'en veulent pas. Les citoyens wallons, une brique dans le ventre (même si au vu de la paupérisation croissante, de plus en plus l'ont dans le cul¹), refusent qu'on bride leur liberté d'avoir un grand jardin et une remise en bois au fond pour ranger la tondeuse. Ils vont donc caler leur habitation le long d'une nationale entre un magasin de salle de bain et un autre de chaussures. Ou

pire, entre deux vaches. Selon l'IWEPS, seuls 32,4% des 72 921 logements créés entre 2001 et 2008² l'ont été au sein d'un noyau d'habitat, soit un lieu suffisamment dense pour offrir des services publics plus ou moins dignes. Un sur trois !

Débuté ici un intéressant débat sur le prix à payer par la collectivité pour assumer une liberté individuelle. Si c'est la liberté de chacun de s'isoler en zone rurale, ma liberté serait-elle d'en refuser les coûts? Dois-je payer l'extension des réseaux d'égouts, d'eau, de gaz, d'électricité, les bus TEC et trains vides dans les zones isolées, les services de la Poste ? L'objectif de ces services n'est pas d'être rentables, mais au moins viables. Dois-je financer le réseau routier qui a augmenté de 56%

entre 1970 et 2000, l'un des plus développés d'Europe, à ce point dégradé que 885 millions d'euros seraient nécessaires pour le réhabiliter³? La périurbanisation résidentielle des années 80 et 90 a coûté 425 euros à chaque habitant⁴. Et à ce coût, le misanthrope rural y ajoutera de sa poche les déplacements pour trouver une école, une boulangerie, un docteur, un kiné ou un simple resto.

Moi, je veux bien être solidaire avec Charlie, mais pas avec le mec qui veut un pré à tondre le dimanche. Wallons, Wallonnes, unissez-vous. Soyez urbain, adoptez un voisin. En temps de crise, on se serre les coudes. Serrez-vous tout court. Vous aurez plus chaud au cœur.

■ **Olivier Bailly**

1 Je plagie éhontément le jeu de mots issu d'un dessin de Kanar.

2 « Construction d'indicateurs de développement territorial: étude de la localisation résidentielle récente et analyse au regard de critères de développement territorial durable », Julier Charlier, Julien Juprelle, Isabelle Reginster, Working paper de l'IWEPS n°2, 25 août 2011

3 « L'entretien des routes et autoroutes en Wallonie - Programmation, financement et contrôle de la qualité des travaux », Rapport adopté le 11 décembre 2012 par la chambre française de la Cour des comptes, 2012

4 Jean-Marc Lambotte et al. « Étalement urbain et services collectifs : Les surcoûts d'infrastructures liés à l'eau », Revue d'Économie Régionale & Urbaine 1/2008 (mars), p. 21-42.



COMMENT Lutter contre l'ACCAPAREMENT des terres et pour une ALIMENTATION SAINÉ et DURABLE?

Le commerce équitable, une solution parmi bien d'autres...

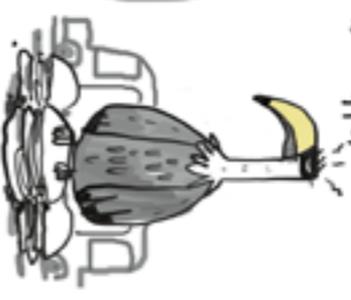
Partout dans le monde, l'accès aux terres agricoles est de plus en plus difficile. C'est particulièrement vrai dans le Sud, où les petits producteurs se font voler leurs terres ancestrales par des multinationales et Etats toujours plus voraces.



LE RÉSULTAT? Les prix des denrées alimentaires s'envolent... ce qui attire les PRÉDATEURS en tout genre.

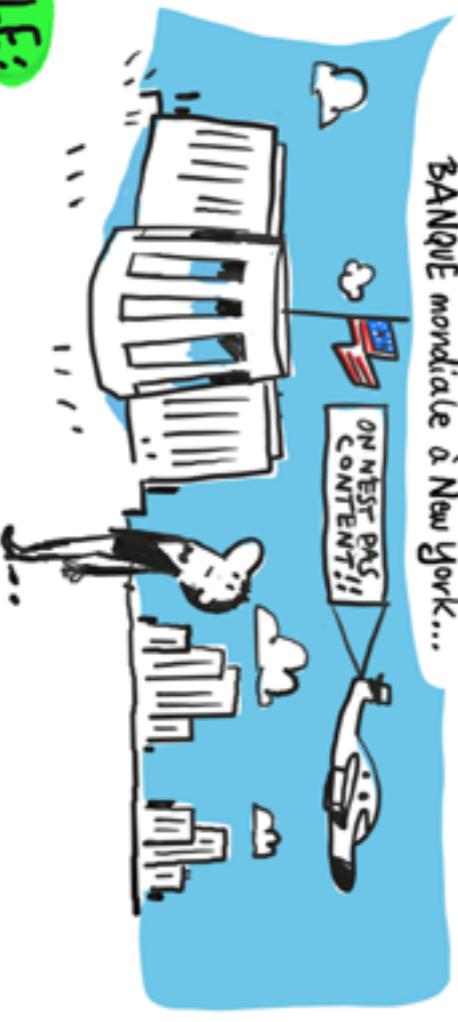
- MULTINATIONALES de l'agro-industrie, fonds vauroux, Etats DÉFICITAIRES en production alimentaire - qui SPÉCULENT sans vergogne sur le dos des paysans et leurs VOLENT leurs TERRES...

...souvent même pas pour produire de la (mal) bouffe, mais des AGROCARBURANTS!



AVORS? Comment pouvons-nous AGIR? *

VOUS pouvez écrire une lettre à Mr OBAMA... ou bien faire un string devant le bureau de la BANQUE mondiale à New York...



MAIS, il y a PLUS SIMPLE: ACHETER des PRODUITS ÉQUITABLES par exemple!



Le commerce équitable RENFORCE les PETITS producteurs... en leur donnant un accès aux marchés et donc en VALORISANT leurs PRODUITS... ou en les organisant en coopératives... Cela leur permet, entre autres, de s'échanger des informations...

de LUTTER ensemble pour CHANGER les lois foncières... ou même de se louer MUTUELLEMENT des TERRES et de faire des ACHATS COLLECTIFS...

COMMENT AGIR À SON NIVEAU ?



DEVENIR COOPÉRATEUR DE TERRE-EN-VUE.

Il s'agit de soutenir de manière collective l'achat de terres pour une agriculture familiale et durable. Différents groupes « Terre-en-vue » existent déjà en Wallonie et à Bruxelles.

www.terre-en-vue.be ➤



REJOINDRE UN GROUPE CITOYEN.

Rejoignez un groupe citoyen dans votre commune afin de défendre la revalorisation des terres agricoles et l'ancrage de la production alimentaire ou de résister aux projets d'urbanisation inutiles.



ÉCOUTER, APPRENDRE ET DÉBATTRE.

Participez à une soirée débat d'Oxfam ou de Nature et Progrès.

www.omdm.be/terre ➤

www.agriculture-natpro.be ➤



CONSOMMER DES PRODUITS ÉQUITABLES

De cette manière, vous posez déjà un geste en faveur de l'agriculture paysanne et

de petites coopératives qui luttent pour un

accès à la terre plus juste.

NOUS POUVONS AGIR :

Plus d'infos : www.omdm.be/terre ➤

